

## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

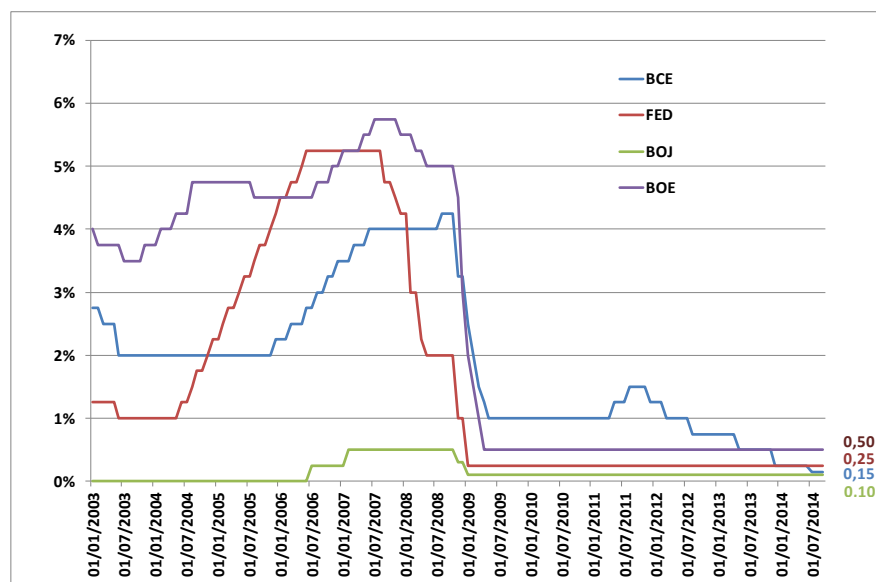
#### La BCE renforce les mesures d'assouplissement de sa politique monétaire

Lors de sa réunion du 4 septembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a adopté deux séries de mesures visant à lutter contre la faible inflation et soutenir l'activité économique de la zone euro. D'une part, une nouvelle baisse des taux directeurs : le taux des opérations principales de refinancement est abaissé de 10 points de base, à 0,05 % ; le taux de la facilité de prêt marginal est abaissé de 10 points de base, à 0,30 % et le taux de la facilité de dépôt est abaissé de 10 points de base, à -0,20 %. D'autre part, le lancement de deux programmes d'achat d'actifs du secteur privé non financier : un programme d'achat de titres adossés à des actifs (asset-backed securities –ABS) et un programme d'achat d'obligations sécurisées (covered bonds). Les interventions au titre de ces programmes débuteront en octobre 2014. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « Les mesures nouvellement décidées, ainsi que les opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO) qui seront conduites dans deux semaines, auront une incidence notable sur le bilan de la BCE. Elles viennent s'ajouter à l'arsenal des mesures de politique monétaire prises ces derniers mois (...) Dans notre analyse, nous avons pris en compte les perspectives d'inflation globalement faibles, l'essoufflement récent de la dynamique de croissance de la zone euro et la persistance d'évolutions atones de la monnaie et du crédit (...) À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de 2 %. (...) S'il devenait nécessaire d'accentuer notre réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. »

La déclaration introductive de Mario Draghi :

[https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Eurosysteme\\_et\\_international/cp-bce-declaration-introductive-septembre-2014.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-declaration-introductive-septembre-2014.pdf)

Taux directeur des principales banques centrales



## Nouveaux billets

### Fin de circulation des anciens billets en francs CFP le 30 septembre 2014

Les anciens billets en F CFP sont utilisables jusqu'au 30 septembre 2014 inclus, comme moyen de paiement ou sous forme de dépôt en compte bancaire. À partir du 1er octobre 2014, seuls les billets de la nouvelle gamme seront acceptés en tant que moyen de paiement. Les particuliers qui détiendraient encore des anciens billets en F CFP au-delà de cette date pourront les échanger sans limitation de durée aux guichets de l'IEOM.

Pour plus d'informations, des affiches et dépliants sont disponibles dans les banques, les agences postales, les mairies et les gendarmeries des territoires concernés. Les procédures d'échange par territoire sont consultables sur les sites Internet [nouveauxbillets.nc](http://nouveauxbillets.nc), [nouveauxbillets.pf](http://nouveauxbillets.pf), [nouveauxbillets.wf](http://nouveauxbillets.wf).

## Chômage

### France : la hausse du chômage continue en juillet

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 424 400 en France métropolitaine fin juillet 2014. Ce nombre est en hausse par rapport à la fin juin 2014 (+0,8 %, soit +26 100). Sur un an, il croît de 4,3 %.

### Stabilité du taux de chômage en ZE18 et en UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en juillet 2014, stable comparé à juin 2014, mais en baisse par rapport au taux de 11,9 % de juillet 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,2 % en juillet 2014, également stable comparé à juin 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,9 % de juillet 2013. Eurostat estime qu'en juillet 2014, 24,850 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,409 millions dans la zone euro. Par rapport à juin 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 41 000 dans l'UE28 et est quasiment resté stable dans la zone euro. Comparé à juillet 2013, le chômage a baissé de 1,634 million de personnes dans l'UE28 et de 725 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Allemagne et en Autriche (4,9 % chacun), et les plus élevés en Grèce (27,2 % en mai 2014) et en Espagne (24,5 %).

## Inflation

### France : Hausse de l'indice des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,4 % en août 2014, après une baisse de 0,3 % en juillet 2014. Corrigé des variations saisonnières, il est en hausse de 0,1 % en août 2014. Sur un an, la croissance de l'IPC s'établit à +0,4 % en août 2014, en léger repli par rapport à juillet 2014 (+0,5 %).

### Baisse continue de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,3 % en août 2014, en baisse par rapport au mois de juillet, où il était de 0,4 %, selon une estimation publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en août (1,2 %, contre 1,3 % en juillet), suivis des biens industriels hors énergie (0,3 %, contre 0,0 % en juillet), de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (-0,3 %, stable par rapport au juillet) et de l'énergie (-2,0 % contre -1,0 % en juillet).

## Paiement sans contact

### Développement de la sécurité

Si les paiements par mobile ne représentent que 1 % des transactions dans le monde, plusieurs opérateurs télécoms ont déjà tenté de développer ce moyen de paiement auprès du public, sans succès. Apple vient de mettre au point son nouveau service de paiement sans contact qui sera installé sur ses derniers produits, offrant un niveau de sécurité très supérieur à celui observé aujourd'hui.

## Actualité législative

Ordonnance n° 2014-946 du 20 août 2014 portant extension de diverses dispositions en matière bancaire et financière dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029391124&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2014-947 du 20 août 2014 relative au taux de l'intérêt légal :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029391527&dateTexte=&categorieLien=id>

## 2 - Actualité régionale

---

### Réunion régionale des trois Conseils Économiques des territoires du Pacifique

Les délégations du Conseil Économique Social et Environnemental de la Nouvelle-Calédonie, du Conseil Économique Social et Culturel de la Polynésie française et du Conseil Consultatif Social et Économique (CCSE) de Wallis-et-Futuna se sont réunies le 11 août à Wallis-et-Futuna où elles ont signé une convention de partenariat. Cette convention a pour but d'encourager et de faciliter le partage des connaissances et des compétences entre ces instances. Les trois géographies auront également la possibilité de définir des programmes communs de développement. Le Conseil Consultatif Social et Économique de Wallis-et-Futuna a été créé en 2011 ; il souhaitait, à l'occasion de ces rencontres, s'appuyer sur ses homologues pour arrêter ses règles de fonctionnement interne. Il est rappelé que le CCSE de Wallis-et-Futuna peut être consulté sur tous sujets à caractère économique, social et culturel.

### Évaluation de l'état des stocks des principales espèces thonières

La Communauté du Pacifique Sud (CPS) vient de publier une évaluation de l'état des stocks des principales espèces thonières du Pacifique occidental et central (thon obèse, thon jaune et bonite). Les bonites représentent 68 % du volume total des prises réalisées en 2013, soit 2,6 millions de tonnes. Le stock de bonites devrait se maintenir aux alentours de 50 % du stock initial. Le stock de thon jaune, espèce qui représente 21 % du volume total des captures en 2013, s'établit désormais à 38 % de ce qu'il était avant le lancement de son exploitation, un niveau jugé encore satisfaisant par la CPS. À l'inverse, les stocks de thons obèses, qui constituent le pilier de l'industrie de la pêche palangrière tropicale, ont été ramenés sous le seuil des 20 % de ce qu'ils étaient. Ils représentent dorénavant 6 % du volume total des prises mais près de 12 % de leur valeur. Des mesures visant à réduire le niveau des captures et le nombre de licences de pêche sont à l'étude afin de permettre aux stocks de se reconstituer.

### Évaluation des prix des carburants dans le Pacifique

La Communauté du Pacifique Sud (CPS) a publié une note de synthèse sur les prix des carburants pratiqués dans l'ensemble des pays de l'Océanie. Les prix de détail moyens hors taxes et toutes taxes comprises sont enregistrés chaque trimestre pour les États et Territoires membres puis comparés à ceux observés sur les grands marchés régionaux de référence, à savoir l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Hawaï et Singapour. Il ressort que les prix des carburants les plus faibles, rivalisant ainsi avec ceux des grands marchés régionaux, ont été enregistrés aux Samoa américaines, aux Samoa et à Fidji. Sur les grands marchés océaniques, notamment en Papouasie Nouvelle-Guinée, en Nouvelle-Calédonie, à Guam et en Polynésie française, les prix des carburants dépassaient tous d'au moins 30 centimes de dollar US par litre le prix relevé aux Samoa américaines. Enfin, les micro-marchés que sont Niue, Tuvalu, les Îles Cook et Wallis-et-Futuna, affichent en moyenne des prix supérieurs de 70 centimes de dollar US à ceux des Samoa américaines et des Samoa.

La CPS entend encourager la mise en commun des meilleurs pratiques entre États et Territoires insulaires océaniques afin de réduire le coût des carburants et favoriser le développement des énergies renouvelables.

## 3 - Brèves locales

---

### Destitution du Roi de Wallis

Le mardi 2 septembre 2014, le Roi de Wallis (Lavelua) a été destitué par les chefs coutumiers du royaume d'Uvea. La décision a été prise par les membres des trois chefferies. Cette destitution intervient au lendemain de la décision du Roi de révoquer le Premier ministre coutumier (Kivalu), le quatrième depuis sa prise de fonction. À 74 ans et après six années de règne, Kapaliele FAUPALA, a accepté de démissionner dans un climat apaisé.

À ce jour, le royaume d'Uvea ne possède plus de Roi ni de Premier ministre coutumier. Le prochain Roi de Wallis sera nommé par les familles royales et les chefs coutumiers.

### Lancement de l'enquête agricole 2014-2015

Sous le contrôle du Service de la Statistique et des Études économiques (STSEE), l'enquête agricole va se dérouler du 1<sup>er</sup> septembre au 3 octobre 2014. Elle nécessite le recrutement de 23 agents enquêteurs à Wallis et 12 à Futuna qui ont été formés par le STSEE au cours du mois d'août dernier. Les 35 agents questionneront 2 195 ménages afin d'actualiser les indicateurs du secteur rural (agriculture, élevage, pêche, artisanat) et de mieux cerner la situation de l'emploi dans les différentes branches d'activité. Les agents enquêteurs relèveront également des données à l'aide de GPS afin de recenser les élevages porcins, les parcelles cultivées et forestières. Cette enquête, dont la dernière date de 2001, offrira une meilleure connaissance des surfaces et des productions vivrières et maraîchères. Les premiers résultats du recensement sont attendus pour la fin de l'année et les résultats définitifs seront présentés mi-2015.

## *Session administrative de l'Assemblée territoriale*

La session administrative de l'Assemblée territoriale s'est tenue le mardi 19 août ; elle a permis d'acter officiellement la clôture du budget de l'exercice 2013 et de procéder à des réajustements budgétaires par rapport au budget initial ou primitif voté en début d'année. Le budget de l'exercice 2014 s'élève ainsi à 4,781 milliards de F CFP.

Au cours de cette séance, le projet de téléphonie mobile a été adopté à l'unanimité. La possibilité de raccordement au câble sous-marin Hawaïki a été présentée aux élus. Également à l'ordre du jour, l'aide aux étudiants de 3<sup>e</sup> cycle qui pourront cumuler les aides territoriales et celles de l'État, le projet de délibération relatif à la taxe sur les permis de conduire des catégories A et B ; les orientations du XI<sup>e</sup> FED dont le montant de l'enveloppe s'élève à 2,3 milliards de F CFP.

## *Possible raccordement au câble sous-marin Hawaïki*

Le projet vise à relier l'Australie et la Nouvelle-Zélande à la côte Ouest des États-Unis via Hawaii. Le tracé du câble passerait à proximité du Territoire et pourrait présenter une opportunité de connexions à très haut débit voire illimitées sur les 25 prochaines années. La possibilité de raccordement au câble sous-marin Hawaïki a été évoquée lors de la dernière session administrative de l'Assemblée territoriale. Ce raccordement permettrait à l'archipel de poursuivre la modernisation de ses installations de télécommunication.

L'État pourrait financer l'opération de raccordement. En raison d'impératifs techniques, un positionnement de principe est nécessaire avant le 20 septembre 2014. Les possibilités de raccordement étant complexes après la pose du câble ; le dossier sera examiné lors de la session extraordinaire.

## *Publications*

L'IEOM vient de publier ses Tendances conjoncturelles ainsi que son étude des Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2014. Ces notes sont téléchargeables sur notre site Internet :

[http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos\\_financieres\\_evolutions\\_bancaires\\_et\\_monetaires\\_2t2014\\_wallis.pdf](http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolutions_bancaires_et_monetaires_2t2014_wallis.pdf)

## *Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?*

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

## 4 - Les indicateurs de référence

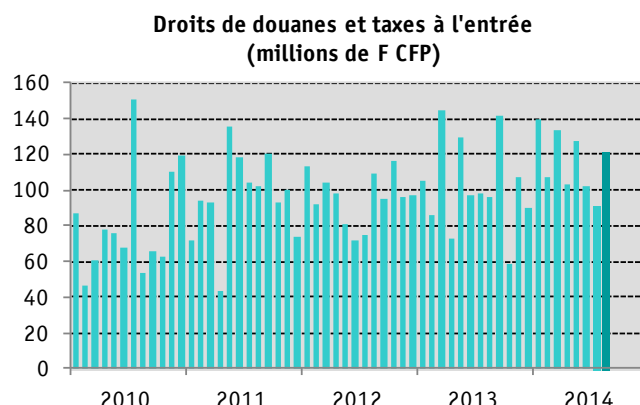
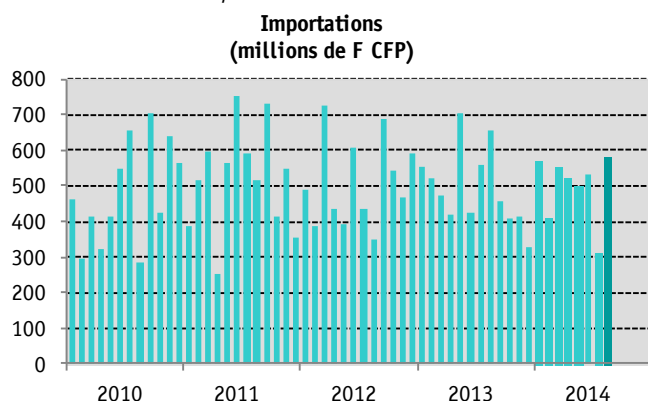
			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	2T 14		114,73	-	-0,5%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>	août-14		90 000	-	1,0%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>	déc-13		2 295	-	10,0%
<b>Échanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	août-14	579	86,9%	-11,4%
	cumulées	août-14	3 976	-	-7,9%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	août-14	121	32,7%	25,5%
	cumulés	août-14	925	-	11,6%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	août-14	34	-2,3%	-88,2%
	cumulées	août-14	312	-	7,8%

### SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Énergie</b>					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	juin-14	1 631	14,5%	-0,6%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	juin-14	546	-18,1%	-3,3%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	juin-14	140	-4,0%	0,1%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	juin-14	2 209	38,9%	-8,8%
	cumulé	juin-14	12 649	-	-7,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	juin-14	nc	-	-
	cumulé	juin-14	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	août-14	3	0,0%	-57,1%
	cumulées	août-14	24	-	-35,1%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	août-14	16	100,0%	-46,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

nc : non communiqué

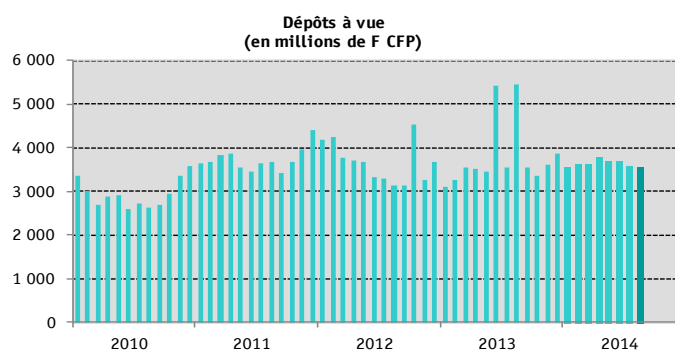
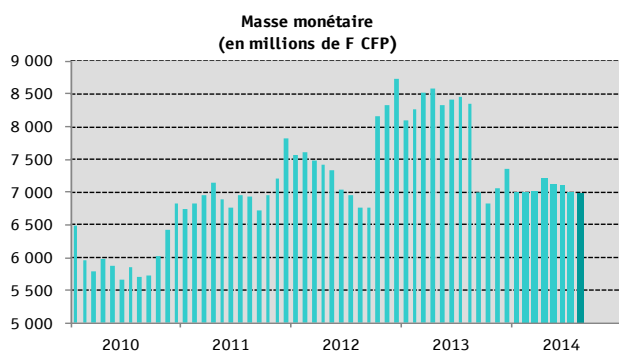


## 5 - Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

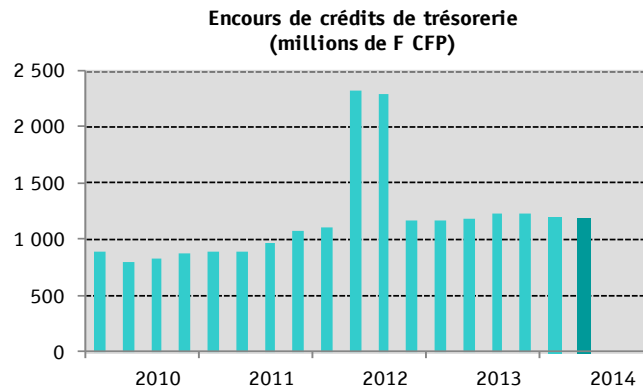
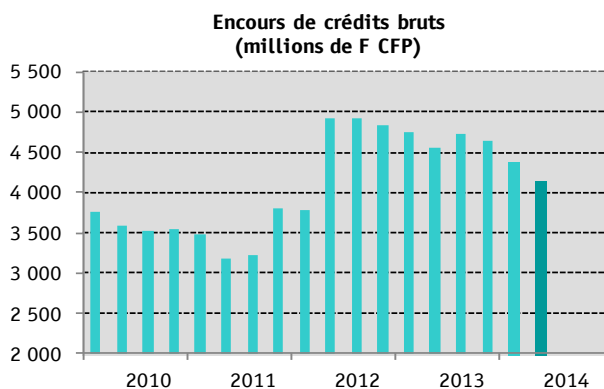
en millions de F CFP	août-13	juil-14	août-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 136	2 096	2 126	1,5%	-0,5%
Dépôts à vue	5 446	3 561	3 526	-1,0%	-35,2%
<b>Total M1</b>	<b>7 582</b>	<b>5 657</b>	<b>5 653</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-25,4%</b>
M2-M1	462	515	513	-0,4%	11,0%
<b>Total M3</b>	<b>8 355</b>	<b>6 990</b>	<b>6 984</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-16,4%</b>



## Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

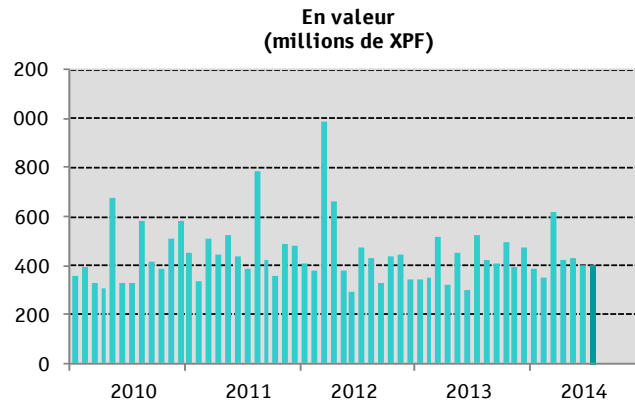
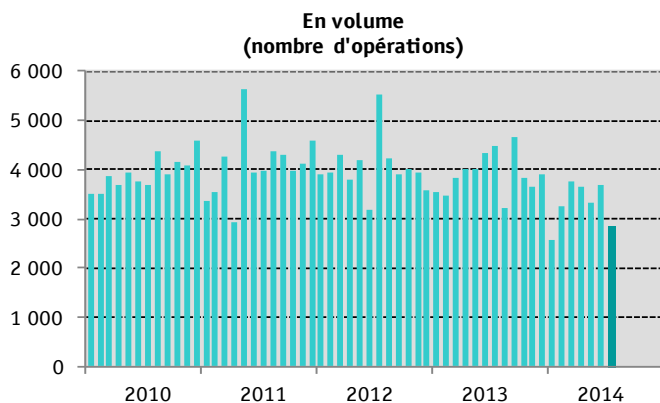
en millions de F CFP	juin-12	juin-13	juin-14	▲/an
Crédits de trésorerie	2 324	1 188	1 178	-0,8%
Crédits à l'équipement	1 429	2 161	1 975	-8,6%
Crédits à l'habitat	401	447	348	-22,2%
Autres crédits	263	283	201	-29,1%
Total encours sain	4 418	4 079	3 702	-9,3%
Créances douteuses brutes	508	473	447	-5,4%
<b>Total encours brut</b>	<b>4 926</b>	<b>4 552</b>	<b>4 149</b>	<b>-8,9%</b>



## Compensation

Hausse en nombre et en valeur des opérations de compensation

	août-13	juil-14	août-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 234	2 850	3 684	26 812	29,3%	13,9%
Compensation (en millions de CFP)	425	398	594	3 609	49,0%	39,6%



## Incidents bancaires

Sensible progression du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	août-13	juil-14	août-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	99	85	144	650	69,4%	45,5%
Retraits de cartes bancaires	0	1	0	13	-100,0%	-

## Interdits bancaires

Augmentation du nombre de personnes physiques en situation d'interdits bancaires

en nombre	août-13	juil-14	août-14	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>360</b>	<b>341</b>	<b>369</b>	<b>8,2%</b>	<b>2,5%</b>
- dont personnes physiques	347	327	354	8,3%	2,0%
- dont personnes morales	13	14	15	7,1%	15,4%



en nombre	août-13	juil-14	août-14	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>42</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>0,0%</b>	<b>14,3%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	19	16	13	-18,8%	-31,6%

## 6 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	▲/an
<b>Indicateurs économiques</b>				
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	2T	115,33	114,73	-0,5%
<b>Entreprises</b>				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août	13	15	15,4%
importations de biens d'équipement (M XPF)	août	620	592	-4,5%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	août	80	134	67,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	août	74	53	-28,4%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	décembre	2 295	nd	-
dont secteur privé	décembre	853	nd	-
dont secteur public	décembre	1 442	nd	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	août	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	août	347	354	2,0%
décision retrait cartes bancaires (nb)	août	16	13	-18,8%
incidents paiements sur chèques (nb)	août	552	650	17,8%
importations de produits alimentaires (M XPF)	août	1 229	1 046	-14,9%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	août	609	585	-3,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	août	225	187	-17,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	août	70	61	-12,9%
<b>Échanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	août	4 316	3 976	-7,9%
exportations	août	-	-	-
recettes douanières	août	1 126	1 267	12,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	août	828	925	11,6%
dont taxes intérieures de consommation	août	289	312	7,8%
<b>Indicateurs financiers</b>				
<b>La masse monétaire en millions de XPF</b>				
Dépôts à vue	août	5 446	3 526	-35,2%
M1	août	7 582	5 653	-25,4%
M2	août	8 044	6 165	-23,4%
Dépôts à terme	août	312	819	162,7%
<b>M3</b>	août	<b>8 355</b>	<b>6 984</b>	<b>-16,4%</b>
<b>Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues</b>				
Ménages	juin	1 537	1 431	-6,9%
<i>dont crédits à la consommation</i>	juin	1 212	1 194	-1,5%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	juin	325	237	-27,1%
Entreprises	juin	2 248	2 055	-8,6%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	juin	17	9	-49,5%
<i>dont crédits d'investissement</i>	juin	1 937	1 789	-7,6%
Collectivités locales	juin	224	186	-17,1%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	70	31	-56,3%
créances douteuses brutes	juin	473	447	-5,4%
taux de créances douteuses	juin	10,4%	10,8%	+0,5 pt
<b>Ensemble des actifs financiers</b>				
Ménages	juin	3 066	3 134	2,2%
<i>dont assurances-vie</i>	juin	964	1 070	11,0%
Sociétés	juin	1 535	1 603	4,4%
Autres agents	juin	3 837	2 263	-41,0%

## TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

## TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MÉR

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/07/2014	0,15%	2,90%
taux de la facilité de prêt marginal	01/07/2014	0,40%	
taux de l'escompte de chèques	01/07/2014	0,40%	

## TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

### taux d'intérêt en fin de mois

	29/08/2014	31/07/2014	Var. M -1
EONIA	0,1010%	0,1770%	- 0,076 pt
EURIBOR 1 mois	0,0670%	0,0980%	- 0,031 pt
EURIBOR 3 mois	0,1630%	0,2090%	- 0,046 pt
EURIBOR 6 mois	0,2640%	0,3060%	- 0,042 pt
EURIBOR 12 mois	0,4340%	0,4890%	- 0,055 pt

### taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

### taux d'intérêt légal

	taux	JOR F
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	29/08/2014	31/07/2014	Var. M -1
TMO	1,6100%	1,7900%	- 0,180 pt
TME	1,4100%	1,5900%	- 0,180 pt

### Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average  
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate  
TMO : taux moyen des obligations publiques  
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	29/08/2014	31/07/2014	30/06/2014	29/08/2014	31/07/2014	30/06/2014	29/08/2014	31/07/2014	30/06/2014
taux JJ	0,170%	0,160%	0,160%	0,056%	0,056%	0,050%	0,375%	0,460%	0,450%
3 mois	0,350%	0,270%	0,290%	0,128%	0,130%	0,133%	0,730%	0,600%	0,580%
10 ans emprunts phares	2,330%	2,580%	2,530%	0,500%	0,540%	0,570%	2,370%	2,630%	2,670%

## TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2014)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		<b>7,83%</b>
Prêts à taux fixe		<b>5,11%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable		<b>3,91%</b>
Prêts à taux variable		<b>4,71%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe		<b>4,71%</b>
Prêts-relais		<b>5,27%</b>	Découverts en compte (1)		<b>13,33%</b>
<b>Autres prêts</b>			Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans		<b>4,07%</b>
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF		<b>20,35%</b>	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>		<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF		<b>14,81%</b>	Découverts en compte (1)		<b>13,33%</b>
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF		<b>9,79%</b>			

(1) y compris commission du plus fort découvert

## TAUX DE CHANGE

Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	90,4851	1 NZD/XPF	75,7566	1 HKD/XPF	11,6754	1 GBP/XPF	150,0462	
100 JPY/XPF	87,0336	1 AUD/XPF	84,4946	1 SGD/XPF	72,5156	100 VUV/XPF	93,5282	1 FJD/XPF	49,0250